

Je veux parler brièvement d'un dernier aspect, c'est-à-dire de la tendance que certains marchands ont manifestée de profiter des circonstances. J'espère que leur attitude n'est pas typique. Ces jours derniers, le député de Lake-Centre (M. Diefenbaker) s'est exprimé avec énergie et conviction à ce sujet. Les abus auxquels je songe ne sont peut-être que des exemples insignifiants, mais il se peut qu'ils annoncent une tendance. On m'informe que la taxe sur les cigarettes a augmenté de 3c. mais que le prix en a été haussé de 4c.; puis, que la taxe sur le chocolat a diminué de 2c. mais que le prix n'a baissé que de 1c.* Je le répète, j'espère que cet état de choses n'est pas typique et que les commerçants sont trop honnêtes, la plupart d'entre eux le sont, pour recourir à ces manœuvres.

Je tiendrai donc compte de cet état de choses et du résultat inévitable des nouveaux impôts en examinant attentivement l'exposé budgétaire du point de vue des sommes qui nous sont prélevées par l'État. Vendredi dernier, un correspondant de la *Gazette* de Montréal s'exprimait en ces termes:

Par ses impôts, le gouvernement fédéral soutirera des Canadiens, par personne, plus de dollars qu'au plus fort de la guerre. Durant l'année de pointe 1943-1944, Ottawa a prélevé par l'intermédiaire de tous ses impôts, \$207.17 par habitant. L'an dernier, le chiffre correspondant était de \$200.86. Mais pour 1951-1952, étant donné la hausse des crédits de défense, l'impôt par personne sera de \$242.97. La raison pour laquelle on ne s'en apercevra pas, c'est que le revenu national est beaucoup plus élevé et que la part de l'État, quoique plus grande lorsqu'on l'exprime en dollars et en cents, sera réduite par rapport à l'ensemble. Durant l'année de pointe de la guerre, les autorités fédérales ont pris 26.9 p. 100 du revenu national. Au cours de la nouvelle année financière, elles confisqueront 21.5 p. 100. Il est intéressant de se reporter à 1939 et de constater que le chiffre correspondant était alors de \$38.76. On dirait qu'il s'agit d'un autre monde.

En examinant le budget, surtout depuis que l'actuel titulaire est ministre des Finances, nous sommes frappés par un fait remarquable. Chaque année, le revenu dépasse de beaucoup les prévisions. Parfois, l'écart paraît presque fantastique. L'an dernier n'a pas été une exception. Au printemps de 1950, le ministre annonçait, si j'ai bonne mémoire, un excédent budgétaire de 20 millions. Qu'est-il arrivé? En quatre mois, l'excédent avait grimpé à 253 millions, soit environ douze fois la prévision du ministre.

Il a fait une nouvelle tentative. A cette époque, après les nouveaux impôts, les nouveaux crédits, on arrivait à une prévision de quinze millions. Eh bien! l'événement a fait paraître ce chiffre complètement ridicule. L'excédent a été, en réalité, de 203 millions. Et je signale qu'on en est arrivé là après

[M. Macdonnell (Greenwood).]

*Voir également page 2191.

l'adjonction de deux postes qui, sans doute, n'étaient pas prévus en septembre, c'est-à-dire les 65 millions versés aux cultivateurs de l'Ouest et le supplément de 75 millions versé à la caisse de retraite du service civil, crédit d'ailleurs nécessaire, je n'en doute pas, encore que, soit dit en passant, on ne nous ait pas convenablement expliqué pourquoi on a attendu si longtemps avant d'en parler et d'intervenir. C'est pourquoi, il me semble, il serait bien plus juste de comparer les quinze millions prévus en septembre dernier, non pas avec 203 millions, mais avec 343 millions, ce qui,—quelqu'un qui est fort en calcul me l'affirme,—est un chiffre 22 fois plus considérable.

Nous nous souvenons, bien sûr, des budgets antérieurs à 1949. C'était l'époque des cycles budgétaires. Il est vrai que le cycle en question avait un caractère non pas financier, mais politique. Nous nous souvenons tous qu'avant 1949 le ministre a retenu pas mal d'argent afin de nous faire bénéficier de ce budget rayon de soleil qui prévoyait, si je ne m'abuse, une diminution d'impôt de l'ordre de 323 millions.

Mais ces temps sont révolus, bien que par le passé nous ayons fait preuve d'indulgence à ce sujet. Je commence à me demander si ces augmentations extraordinaires ne sont que de simples coïncidences. Je suis assez magnanime pour croire que le ministre des Finances peut faire des estimations plus exactes que cela. De fait, je me demande si ça ne devient pas tout bonnement une habitude. J'imagine que les ministres des Finances aiment les excédents. L'autre soir lorsque le ministre des Finances a annoncé le surplus et parlé des recettes à la hausse,—attribuables, bien entendu, à l'augmentation désastreuse des prix,—je me suis demandé: Serait-il possible que le ministre des Finances ne déteste pas les prix élevés autant que nous?

Quoi qu'il en soit, quand le ministre annonce ses bonnes fortunes, il ne s'en excuse jamais. Il semble toujours plutôt fier, bien que de fait il nous apprenne alors qu'il a vidé nos goussets de plusieurs centaines de millions de dollars. Ce n'est peut-être pas entièrement de sa faute, parce que pauvres contribuables que nous sommes nous avons été assez stupides de nous laisser enjôler au point de nous réjouir d'une situation, qui équivalait presque à un grand échec de la part du ministre. Nous devrions au contraire le critiquer sévèrement de nous avoir pris plus d'argent qu'il lui en fallait. Je me rappelle les paroles d'un grand chancelier de l'Échiquier de Grande-Bretagne, Philip Snowden, qui a dit: si un chancelier de l'Échiquier a une demi-couronne de plus qu'il n'a besoin